

## RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE ENTREPRISE – FORMULAIRE PROTECTION

Les mots et expressions qui apparaissent entre guillemets (« ») ont une signification précise, telle qu'elle est définie à la section **G**. Lorsqu'ils sont employés dans la présente Protection, les mots ci-dessous prennent les définitions suivantes :

**Vous, votre, vôtre et vos** désignent l'**assuré désigné**.

**Nous, notre, nôtre et nos** désignent la **Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa**.

### A. PROTECTIONS

#### Protection A – Responsabilité civile pour dommages corporels et dommages matériels

##### 1. Objet de l'assurance

- a. Nous verserons les indemnités que l'« assuré » est juridiquement tenu de verser à titre de « dommages-intérêts compensatoires » en raison de « dommages corporels » ou « dommages matériels » auxquels cette assurance s'applique. Nous avons le droit et le devoir de défendre l'assuré contre toute « action » visant ces « dommages-intérêts compensatoires ». Toutefois, nous n'avons aucune obligation de défendre l'« assuré » contre une « action » en « dommages-intérêts compensatoires » pour des « dommages corporels » ou « dommages matériels » auxquels cette assurance ne s'applique pas. Nous pouvons, à notre discrétion, enquêter sur tout incident et régler toute réclamation ou « action » qui en résulte. Toutefois :

- (1) le montant versé pour les « dommages-intérêts compensatoires » est limité à ce qui est indiqué dans **E – MONTANTS D'ASSURANCE**; et
- (2) notre droit et notre devoir de défense prennent fin lorsque nous avons épuisé le Montant d'assurance applicable dans un règlement judiciaire ou extrajudiciaire au titre de la **Protection A – Responsabilité civile pour dommages corporels et dommages matériels**, de la **Protection B – Responsabilité civile pour préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité**, de la **Protection C – Frais médicaux**.

Nous n'avons aucune autre obligation ou responsabilité de verser des indemnités, d'agir ou de rendre des services, sous réserve explicite de la disposition **C. INDEMNITÉS SUPPLÉMENTAIRES**.

- b. La présente assurance s'applique aux « dommages corporels » et aux « dommages matériels », seulement si :
- (1) les « dommages corporels » ou les « dommages matériels » sont causés par un « incident » qui se produit à l'intérieur de la « limite territoriale »;
  - (2) les « dommages corporels » ou les « dommages matériels » se produisent pendant la période d'assurance; et
  - (3) avant la période d'assurance, aucun « assuré » nommé au paragraphe 1. de la disposition **D. ASSURÉS** et aucun « membre du personnel » autorisé par vous à donner ou à recevoir un avis d'« incident » ou de sinistre ne connaissaient, en tout ou en partie, l'existence des « dommages corporels » ou des « dommages matériels ». Si un tel « assuré » nommé ou « membre du personnel » autorisé connaissait, avant la période d'assurance, l'existence des « dommages corporels » ou « dommages matériels », toute prolongation, modification ou reprise de tels « dommages corporels » ou « dommages matériels » pendant ou après la période d'assurance sera réputée avoir été connue avant la période d'assurance.
- c. Les « dommages corporels » ou « dommages matériels » qui se produisent pendant la période d'assurance et qui, avant la période d'assurance, n'étaient pas reconnus comme ayant été causés par un « assuré » nommé au paragraphe 1. de la disposition **D. ASSURÉS** ou par tout « membre du personnel » autorisé par vous à donner ou à recevoir un avis d'« incident » ou de réclamation, comprennent toute prolongation, modification ou reprise de tels « dommages corporels » ou « dommages matériels » après la fin de la période d'assurance.
- d. Les « dommages corporels » ou « dommages matériels » seront réputés avoir été connus au moment le plus éloigné dans le temps où un « assuré » nommé au paragraphe 1. de la disposition **D. ASSURÉS** ou tout « membre du personnel » autorisé par vous à donner ou recevoir un avis d'« incident » ou de réclamation :
- (1) nous transmet une déclaration des « dommages corporels » ou des « dommages matériels », en tout ou en partie, ou transmet une telle déclaration à un autre assureur;
  - (2) reçoit une demande écrite ou verbale ou une réclamation visant des « dommages-intérêts compensatoires » imposés en raison de « dommages corporels » ou de « dommages matériels »;
  - (3) apprend, par tout autre moyen, l'existence ou le début des « dommages corporels » ou des « dommages matériels »;
- selon la première de ces éventualités.
- e. Les « dommages-intérêts compensatoires » imposés en raison de « dommages corporels » comprennent les « dommages-intérêts compensatoires » réclamés par toute personne ou tout organisme relativement aux soins ou à la perte de services résultant, en tout temps, des « dommages corporels ».

##### 2. Exclusions

Cette assurance ne s'applique pas à ce qui suit :

###### a. Préjudice ou dommage prévu ou intentionnel

« Dommages corporels » ou « dommages matériels » prévus ou intentionnels du point de vue de l'assuré. Cette exclusion ne s'applique pas aux « dommages corporels » découlant de l'utilisation raisonnable de la force pour protéger des personnes ou des biens.

###### b. Responsabilité contractuelle



« Dommages corporels » ou « dommages matériels » pour lesquels l'assuré est tenu de payer des « dommages-intérêts compensatoires » en raison de sa responsabilité au titre d'un contrat ou d'une entente. Cette exclusion ne s'applique pas à la responsabilité pour « dommages-intérêts compensatoires » :

- (1) que l'assuré devrait assumer en l'absence du contrat ou de l'entente;
- (2) que vous assumez, par contrat ou entente, si ce contrat ou cette entente constitue un « contrat assuré », pourvu que les « dommages corporels » ou les « dommages matériels » se produisent après la signature du contrat ou de l'entente. Aux seules fins de la responsabilité civile assumée au titre d'un « contrat assuré », les frais juridiques et les frais de contentieux nécessaires engagés par ou pour une partie autre qu'un assuré sont considérés comme des « dommages-intérêts compensatoires » imposés en raison de « dommages corporels » ou de « dommages matériels », si les conditions suivantes sont réunies :
  - (a) la responsabilité à l'égard de cette partie ou à l'égard du coût de la défense de cette partie est également assumée dans ce même « contrat assuré »; et
  - (b) les frais juridiques et les frais de contentieux sont engagés pour la défense de cette partie contre une procédure civile ou une procédure extrajudiciaire de résolution des différends dans le cadre de laquelle sont allégués des « dommages-intérêts compensatoires » auxquels la présente assurance s'applique.

**c. Loi sur l'indemnisation des accidentés du travail et lois semblables**

Toute obligation de l'assuré au titre d'une loi sur l'indemnisation des accidentés du travail, sur les prestations d'invalidité ou sur l'assurance emploi, ou d'une loi similaire.

**d. Responsabilité civile de l'employeur**

« Dommages corporels » subis par :

- (1) un « membre du personnel » de l'assuré, survenus du fait et au cours de :
  - (a) son emploi par l'assuré; ou
  - (b) l'exécution de tâches liées aux activités de l'assuré; ou
- (2) le conjoint, l'enfant, la mère ou le père, le frère ou la sœur de ce « membre du personnel », en conséquence du paragraphe (1) ci-dessus.

Cette exclusion s'applique indépendamment du fait que l'assuré :

- (i) puisse ou non être tenu responsable en sa qualité d'employeur ou en toute autre qualité;
- (ii) ait ou non une obligation de partager les « dommages-intérêts compensatoires » ou de rembourser un tiers tenu de verser des « dommages-intérêts compensatoires » imposés en raison de dommages corporels.

Cette exclusion ne s'applique pas à ce qui suit :

- (a) la responsabilité civile assumée par l'assuré au titre d'un « contrat assuré »; ou
- (b) une action en réclamation ou un « recours » intenté par un résident canadien « membre du personnel » au nom duquel des cotisations sont faites ou doivent être faites par vous au titre d'une loi canadienne provinciale ou territoriale sur l'indemnisation des accidentés du travail, si la protection ou les prestations ont été refusées par une autorité canadienne d'indemnisation des accidentés du travail.

**e. Aéronefs ou embarcations**

« Dommages corporels » ou « dommages matériels » découlant de :

- (1) la propriété, de l'entretien, de l'utilisation ou de la garde confiée à un tiers, par un assuré ou en son nom, d'un aéronef, d'un aéronef ou d'une embarcation appartenant à un assuré, exploité par un assuré, ou loué ou prêté à un assuré;
- (2) la propriété, de l'entretien, de l'existence, de l'utilisation ou de la garde confiée à un tiers, par un assuré ou en son nom, de lieux à des fins aéroportuaires ou d'atterrissage d'aéronefs, ainsi que de toutes les activités nécessaires ou accessoires à de telles fins.

L'utilisation comprend l'exploitation et le « chargement et déchargement ».

Cette exclusion s'applique même si une réclamation contre un assuré allègue la négligence ou un autre délit commis dans la supervision, l'embauche, l'emploi, la formation ou la surveillance de tierces parties par cet assuré, si l'« incident » ayant causé les « dommages corporels » ou les « dommages matériels » mettait en cause la propriété, l'entretien, l'utilisation ou le fait de confier à un tiers un aéronef ou une embarcation appartenant à un assuré, exploité par un assuré, ou loué ou prêté à un assuré.

Cette exclusion ne s'applique pas à ce qui suit :

- (a) une embarcation à terre sur des lieux dont vous êtes le propriétaire ou le locataire;
- (b) une embarcation qui ne vous appartient pas et qui :
  - (i) fait moins de huit (8) mètres de long;
  - (ii) n'est pas utilisée pour le transport des personnes ou des biens contre rémunération; ou
- (c) les « dommages corporels » subis par un « membre du personnel » de l'assuré au nom duquel des cotisations sont ou doivent être versées par l'assuré au titre des dispositions d'une loi canadienne provinciale ou territoriale sur l'indemnisation des accidentés du travail, si les « dommages corporels » découlent d'un « incident » impliquant des embarcations.

**f. Automobile**

« Dommages corporels » ou « dommages matériels » découlant directement ou indirectement, en tout ou en partie, de la propriété, de l'entretien, de l'utilisation ou du fait de confier à un tiers une « automobile » appartenant à l'assuré ou exploitée par l'assuré ou pour son compte, ou louée ou prêté à un assuré. L'utilisation comprend la conduite et le « chargement et déchargement ».



Cette exclusion s'applique également à toute motoneige ou à ses remorques, ainsi qu'à tout véhicule utilisé dans une épreuve de vitesse ou de démolition ou une cascade, ou lors d'un exercice ou d'une préparation en vue d'une telle épreuve ou activité.

La présente exclusion s'applique même si une réclamation contre un assuré allègue la négligence ou un autre délit commis dans le cadre de la supervision, l'embauche, l'emploi, la formation ou le suivi d'une tierce partie par cet assuré, si l'« incident » ayant causé les « dommages corporels » ou les « dommages matériels » mettait en cause la propriété, l'entretien, l'utilisation ou le fait de confier à un tiers une « automobile », appartenant à l'assuré ou exploitée par l'assuré ou pour son compte, ou louée ou prêtée à un assuré.

Cette exclusion s'applique indépendamment de toute autre cause ou événement qui contribue, simultanément ou dans quelque séquence que ce soit, aux « dommages corporels » ou aux « dommages matériels », simultanément ou dans n'importe quel ordre.

Cette exclusion ne s'applique pas à ce qui suit :

- (1) « Dommages corporels » subis par un « membre du personnel » de l'assuré pour le compte duquel l'assuré verse ou est tenu de verser des cotisations au titre d'une loi canadienne provinciale ou territoriale sur l'indemnisation des accidentés du travail;
- (2) « Dommages corporels » ou « dommages matériels » attribuables à une défectuosité ou au mauvais entretien d'une « automobile » appartenant à l'assuré alors qu'elle est louée à un tiers pour une période de 30 jours ou plus, pourvu que le locataire soit tenu, par contrat, de veiller à ce que l'« automobile » soit assurée;
- (3) « Dommages corporels » ou « dommages matériels » découlant de la propriété, de l'utilisation ou de l'exploitation de machines, d'appareils ou d'équipements installés ou fixés sur un véhicule se trouvant sur les lieux de l'utilisation ou de l'exploitation de cet équipement. Toutefois, cette exception ne s'applique pas à l'équipement installé ou fixé sur une « automobile » et servant au « chargement et déchargement »; ou
- (4) « Dommages corporels » ou « dommages matériels » découlant d'activités de « chargement ou déchargement », si une loi ou un règlement provincial ou territorial sur les véhicules automobiles interdit d'assurer de telles activités.

**g. Dommage aux biens**

« Dommages matériels » causés à ce qui suit :

- (1) les biens dont vous êtes le propriétaire, que vous louez ou occupez, y compris les frais ou dépenses engagés par vous ou une autre personne, un autre organisme ou une autre entité, pour la réparation, le remplacement, l'amélioration, la remise en état ou l'entretien de tels biens, peu importe la raison, notamment la prévention des blessures ou des dommages aux biens d'un tiers;
- (2) les lieux que vous vendez, donnez ou abandonnez, si les « dommages matériels » découlent d'une partie de ces lieux;
- (3) les biens qui vous sont prêtés;
- (4) les biens personnels sous la responsabilité, la garde ou le contrôle de l'assuré;
- (5) la partie précise des biens immobiliers où vous, ou un entrepreneur ou un sous-traitant qui travaille directement ou indirectement en votre nom, exercez des activités, si les « dommages matériels » découlent de ces activités; ou
- (6) la partie précise des biens qui doit être remise en état, réparée ou remplacée parce que « vos travaux » à cet endroit ont été mal faits.

Le paragraphe (2) de la présente exclusion ne s'applique pas si les lieux sont « vos travaux » et que vous ne les avez jamais occupés, loués ou détenus à des fins de location.

Les paragraphes (3), (4), (5) et (6) de la présente exclusion ne s'appliquent pas à la responsabilité civile assumée au titre d'une entente de voie de desserte, à condition que les « dommages matériels » surviennent après la signature de l'entente sur la voie latérale.

Le paragraphe (6) de la présente exclusion ne s'applique pas aux « dommages matériels » compris dans la « responsabilité civile produits et travaux terminés ».

**h. Dommages à votre produit**

« Dommages matériels » causés à « votre produit » et découlant de celui-ci ou d'une partie de celui-ci.

**i. Dommages à vos travaux**

« Dommages matériels » causés à « vos travaux », découlant de celui-ci ou d'une partie de celui-ci, et inclus dans la « responsabilité civile produits et travaux terminés ».

Cette exclusion ne s'applique pas si le travail endommagé ou le travail duquel les dommages découlent a été exécuté pour votre compte par un sous-traitant.

**j. Dommages à des biens défectueux ou à des biens non physiquement endommagés**

« Dommages matériels » causés à des « biens défectueux » ou à des biens non endommagés et résultant de :

- (1) vices, défauts, insuffisances ou conditions dangereuses dans « votre produit » ou « vos travaux »; ou
- (2) retard ou omission de votre part ou d'une personne agissant en votre nom dans la signature d'un contrat ou d'une entente conformément à ses conditions.

Cette exclusion ne s'applique pas à la perte de jouissance d'autres biens découlant d'une blessure physique soudaine et accidentelle occasionnée à « votre produit » ou à « vos travaux » après sa mise en utilisation prévue.

**k. Rappel de produits, de travaux ou de biens défectueux**

« Dommages-intérêts compensatoires » réclamés pour la perte, le coût ou les dépenses que vous ou un tiers engagez pour la perte de jouissance, le retrait, le rappel, l'inspection, la réparation, le remplacement, la modification, l'enlèvement



ou l'élimination de :

- (1) « votre produit »;
- (2) « vos travaux »; ou
- (3) « bien défectueux »;

si un tel produit, travail ou bien est rappelé ou retiré du marché ou de l'utilisation par toute personne ou tout organisme en raison d'une défectuosité, d'une défaillance, d'une insuffisance ou d'une condition dangereuse connue ou présumée.

**l. Violation d'une loi relative à l'âge**

« Dommages corporels » occasionnés à une personne embauchée sciemment par l'assuré en contravention d'une loi sur l'âge légal.

**m. Consultation ou divulgation de renseignements confidentiels ou personnels**

« Dommages-intérêts compensatoires » découlant de la consultation ou de la divulgation de renseignements confidentiels ou personnels concernant toute personne physique ou morale, notamment les brevets, les secrets commerciaux, les procédés de fabrication, les listes de clients, les renseignements financiers, les renseignements de cartes de crédit, les renseignements médicaux ou tout autre renseignement non public.

**n. Préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité**

« Dommages corporels » découlant de « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité ».

**o. Services professionnels**

« Dommages corporels » (autres que les « dommages corporels en raison d'une faute médicale ») ou « dommages matériels » imputables à :

- (1) la fourniture ou l'absence de fourniture de « services professionnels » à des tiers; ou
- (2) une erreur ou une omission, une faute professionnelle ou une erreur commise dans la fourniture des services décrits aux paragraphes (1) ci-dessus, par vous ou en votre nom.

**p. Mauvais traitements**

« Dommages corporels » découlant directement ou indirectement, en tout ou en partie, de :

- (1) « mauvais traitements », réels ou allégués, commis par un assuré, notamment la transmission d'une maladie résultant de « mauvais traitements »;
- (2) ce qui suit :
  - (a) l'embauche d'un « membre du personnel »;
  - (b) l'acceptation d'un « bénévole »; ou
  - (c) la supervision ou le maintien en emploi d'une personne soupçonnée d'avoir commis des « mauvais traitements » ou
- (3) le défaut ou le défaut présumé d'un assuré de signaler des « mauvais traitements », avérés ou allégués, à l'autorité compétente lorsque l'assuré a pris connaissance de ces « mauvais traitements » avérés ou allégués.

**q. Dommages causés par le dynamitage, le battage de pieux, l'enlèvement ou l'affaiblissement d'un support**

« Dommages matériels » découlant de :

- (1) l'utilisation d'explosifs pour le dynamitage;
- (2) la vibration du battage de pieux ou de travaux en caisson; ou
- (3) l'enlèvement ou l'affaiblissement des supports de biens, de bâtiments ou de terrains, que ces supports soient naturels ou non. Cette exclusion ne s'applique pas à ce qui suit :
  - (a) les « dommages matériels » découlant des travaux effectués en votre nom par un entrepreneur ou un sous-traitant; ou
  - (b) les « dommages matériels » compris dans la « responsabilité civile produits et travaux terminés ».

**r. Amiante – se reporter à B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**

**s. Champignons ou spores – se reporter à B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**

**t. Responsabilité civile en matière d'énergie nucléaire – se reporter à B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**

**u. Pollution – se reporter à B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**

**v. Terrorisme – se reporter à B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**

**w. Risques de conflit armé – se reporter à B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**

**x. Cyberdonnées et données électroniques – se reporter à B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**

## **Protection B – Responsabilité civile pour préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité**

### **1. Objet de l'assurance**

- a. Nous verserons les indemnités que l'assuré est juridiquement tenu de verser à titre de « dommages-intérêts compensatoires » en raison de « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » auxquels cette assurance s'applique. Nous avons le droit et le devoir de défendre l'assuré contre toute « action » visant ces « dommages-intérêts compensatoires ». Toutefois, nous n'avons aucune obligation de défendre l'assuré contre une « action » en « dommages-intérêts compensatoires » pour des « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » auxquels cette assurance ne s'applique pas. Nous pouvons, à notre discrétion, enquêter sur toute infraction et régler toute réclamation ou « action » qui en résulte. Toutefois :

- (1) le montant versé pour les « dommages-intérêts compensatoires » est limité à ce qui est indiqué dans **E. MONTANTS D'ASSURANCE**; et

- (2) notre droit et notre devoir de défense prennent fin lorsque nous avons épuisé le Montant d'assurance applicable dans un règlement judiciaire ou extrajudiciaire au titre de la **Protection A – Responsabilité civile pour dommages corporels et dommages matériels**, de la **Protection B – Responsabilité civile**



## **pour préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité, de la Protection C – Frais médicaux.**

Nous n'avons aucune autre obligation ou responsabilité de verser des indemnités, d'agir ou de rendre des services, sauf indication contraire explicite de la disposition **C. INDEMNITÉS SUPPLÉMENTAIRES**.

- b. La présente assurance s'applique aux « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » causés par une infraction en lien avec votre entreprise, mais seulement si l'infraction a été commise dans les « limites territoriales » et durant la période d'assurance.

## **2. Exclusions**

Cette assurance ne s'applique pas à ce qui suit :

### **a. Violation des droits d'un tiers en toute connaissance de cause**

« Préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » causés par l'assuré, ou à sa demande, alors qu'il savait que l'acte violerait les droits d'un tiers et causerait des « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité ».

### **b. Communication de faussetés en toute connaissance de cause**

« Préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » résultant de la communication orale ou écrite de faussetés, par l'« assuré » ou à sa demande, en toute connaissance de cause.

### **c. Information communiquée avant la période d'assurance**

« Préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » occasionnés par la communication orale ou écrite d'information, dont la première communication a eu lieu avant le début de la période d'assurance.

### **d. Actes criminels**

« Préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » occasionnés par un acte criminel commis par l'assuré, ou à sa demande.

### **e. Responsabilité contractuelle**

« Préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » à l'égard desquels l'assuré a assumé la responsabilité par contrat ou entente. Cette exclusion ne s'applique pas à la responsabilité pour « dommages-intérêts compensatoires » que l'assuré assumerait en l'absence du contrat ou de l'entente.

### **f. Inexécution de contrat**

« Préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » occasionnés par l'inexécution d'un contrat, à l'exception d'un contrat implicite prévoyant l'utilisation de l'idée d'un tiers dans votre « publicité ».

### **g. Qualité et performance des biens – Non-conformité aux déclarations**

« Préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » résultant de la non-conformité des biens, des produits ou des services à une déclaration de qualité ou de performance faite dans votre « publicité ».

### **h. Prix erronés**

« Préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » attribuables aux prix erronés de la marchandise, des produits ou des services mentionnés dans votre « publicité ».

### **i. Violation de droits d'auteur, de brevets, de marques de commerce ou de secrets commerciaux**

« Préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » imputables à la violation de droits d'auteur, de brevets, de marques de commerce, de secrets de fabrication ou d'autres droits de propriété intellectuelle.

Toutefois, cette exclusion ne s'applique pas à la violation de droits d'auteur, d'une présentation commerciale ou d'un slogan dans votre « publicité ».

### **j. Entreprises médiatiques et Internet**

« Préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » infligés par un assuré dont l'activité est :

- (1) la publicité, la radiodiffusion, la publication ou la télédiffusion;
- (2) la conception ou la détermination du contenu de sites Web pour un tiers; ou
- (3) le rôle d'un fournisseur de recherche, d'accès, de contenu ou de services Internet.

Toutefois, cette exclusion ne s'applique pas aux paragraphes **a.**, **b.** et **c.** de la disposition « **Préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité** » en **G. DÉFINITIONS**.

Aux fins de cette exclusion, la mise en place dans Internet de cadres, bordures ou liens, ou de publicités, pour vous ou pour un tiers, n'est pas, en soi, considérée comme une entreprise de publicité, de diffusion, de publication ou de télédiffusion.

### **k. Sites interactifs, salles de clavardage, forums interactifs ou babillards électroniques**

« Préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » découlant d'un site électronique interactif, d'une salle de clavardage, d'un forum interactif ou d'un babillard électronique hébergé par l'assuré, lui appartenant ou dont il est responsable.

### **l. Utilisation non autorisée du nom ou du produit d'un tiers**

« Préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » résultant de l'utilisation non autorisée du nom ou du produit d'un tiers dans votre adresse courriel, votre nom de domaine ou une métabalise, ou d'autres tactiques similaires pour tromper les clients potentiels d'un tiers.

### **m. Responsabilité à l'égard des données et consultation ou divulgation de renseignements confidentiels ou personnels**

« Préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » découlant de la consultation ou de la divulgation de renseignements confidentiels ou personnels concernant toute autre personne physique ou morale, notamment les brevets, les secrets commerciaux, les procédés de fabrication, les listes de clients, les renseignements financiers, les renseignements de cartes de crédit, les renseignements sur la santé ou tout autre renseignement non public.

### **n. Amiante – se reporter à B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**



- o. **Champignons ou spores** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**
- p. **Responsabilité civile en matière d'énergie nucléaire** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**
- q. **Pollution** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**
- r. **Terrorisme** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**
- s. **Risques de conflit armé** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**
- t. **Cyberdonnées et données électroniques** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**

## Protection C – Paiements médicaux

### 1. Objet de l'assurance

- a. Nous verserons une indemnité pour les frais médicaux, selon les dispositions du paragraphe **b.** ci-dessous, pour les « dommages corporels » causés par un accident :
  - (1) sur les lieux dont vous êtes le propriétaire ou le locataire;
  - (2) sur les voies de circulation avoisinant les lieux dont vous êtes le propriétaire ou le locataire; ou
  - (3) en raison de vos activités; pourvu que :
    - (a) l'accident se soit produit dans les « limites territoriales » et pendant la période d'assurance;
    - (b) les frais sont déjà engagés et nous sont déclarés dans l'année suivant la date de l'accident; et
    - (c) la personne ayant subi les « dommages corporels » se soumet, à nos frais, à un examen par un médecin de notre choix, aussi souvent que nous l'exigerons, dans la mesure du raisonnable.
- b. Nous verserons cette indemnité sans égard à la faute. Ces indemnités ne dépasseront pas le montant d'assurance applicable prévu à la disposition **E. MONTANTS D'ASSURANCE**. Nous verserons une indemnité pour les dépenses raisonnables engagées pour :
  - (1) les premiers soins administrés au moment d'un accident;
  - (2) les services médicaux, chirurgicaux, radiologiques et dentaires nécessaires, y compris les prothèses; et
  - (3) les frais d'ambulance, d'hôpital, de soins infirmiers professionnels et de services funéraires nécessaires.

### 2. Exclusions

Nous ne verserons aucune indemnité pour les « dommages corporels » :

- a. **Tout assuré**  
subis par un « assuré », à l'exception des « bénévoles ».
- b. **Personne embauchée**  
subis par une personne embauchée pour exécuter des travaux pour le compte d'un assuré ou du locataire d'un assuré.
- c. **Blessure sur des lieux normalement occupés**  
subis par une personne blessée sur la partie des lieux dont vous êtes le propriétaire ou le locataire et que cette personne occupe normalement.
- d. **Loi sur l'indemnisation des accidentés du travail et lois semblables**  
subis par une personne, qu'elle soit ou non « membre du personnel » d'un assuré, si des prestations pour « dommages corporels » sont exigibles ou doivent être faites au titre d'une loi sur l'indemnisation des accidentés du travail ou d'une loi similaire.
- e. **Activités sportives**  
subis par une personne blessée en s'exerçant, en s'entraînant ou en participant à des exercices physiques ou à des jeux, des sports ou des épreuves d'athlétisme.
- f. **Responsabilité civile produits et travaux terminés**  
compris dans la « responsabilité civile produits et travaux terminés ».
- g. **Exclusions au titre de la Protection A**  
exclus au titre de la **Protection A – Responsabilité civile pour dommages corporels et dommages matériels**
- h. **Amiante** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**
- i. **Champignons ou spores** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**
- j. **Responsabilité civile en matière d'énergie nucléaire** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**
- k. **Pollution** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**
- l. **Terrorisme** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**
- m. **Risque de conflit armé** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**
- n. **Cyberdonnées et données électroniques** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**

## Protection D – Responsabilité locative

### 1. Objet de l'assurance

- a. Nous verserons les montants que l'assuré est juridiquement tenu de verser à titre de « dommages-intérêts compensatoires » imposés en raison de « dommages matériels » auxquels cette assurance s'applique. Nous avons le droit et le devoir de défendre l'assuré contre toute « action » visant ces « dommages-intérêts compensatoires ». Toutefois, nous n'avons aucune obligation de défendre l'assuré contre une « action » en « dommages-intérêts compensatoires » visant des « dommages matériels » auxquels cette assurance ne s'applique pas. Nous pouvons, à notre discrétion, enquêter sur tout incident et régler toute réclamation ou « action » qui en résulte. Toutefois :
  - (1) le montant versé pour les « dommages-intérêts compensatoires » est limité à ce qui est indiqué dans **E. MONTANTS D'ASSURANCE**; et
  - (2) notre droit et notre devoir de défense prennent fin lorsque nous avons épuisé le montant d'assurance



applicable dans un règlement au titre de la **Protection D – Responsabilité locative**.

Nous n'avons aucune autre obligation ou responsabilité de verser des indemnités, d'agir ou de rendre des services, sauf indication contraire explicite de la disposition **C. INDEMNITÉS SUPPLÉMENTAIRES**.

- b. La présente assurance s'applique aux « dommages matériels », seulement si les conditions suivantes sont satisfaites :
- (1) les « dommages matériels » sont causés par un « incident » qui s'est produit à l'intérieur de la « limite territoriale »;
  - (2) les « dommages matériels » se produisent pendant la période d'assurance;
  - (3) les « dommages matériels » se produisent sur des lieux d'autrui que vous louez ou occupez; et
  - (4) avant la période d'assurance, aucun « assuré » nommé au paragraphe 1. de la disposition **D. ASSURÉS** et aucun « membre du personnel » autorisé par vous à donner ou à recevoir un avis d'« incident » ou de sinistre, ne connaissent, en tout ou en partie, l'existence des « dommages matériels ». Si un tel « assuré » nommé ou « membre du personnel » autorisé connaissait, avant la période d'assurance, l'existence des « dommages matériels », toute prolongation, modification ou reprise de tels « dommages matériels » pendant ou après la période d'assurance sera réputée avoir été connue avant la période d'assurance.
- c. Les « dommages corporels » ou « dommages matériels » qui se produisent pendant la période d'assurance et qui, avant la période d'assurance, n'étaient pas reconnus comme ayant été causés par un « assuré » nommé au paragraphe 1. de la disposition **D. ASSURÉS** ou par tout « membre du personnel » autorisé par vous à donner ou à recevoir un avis d'« incident » ou de réclamation, comprennent toute prolongation, modification ou reprise de tels « dommages corporels » ou « dommages matériels » après la fin de la période d'assurance.
- d. Les « dommages matériels » seront réputés avoir été connus au moment le plus éloigné dans le temps où un « assuré » nommé au paragraphe 1. de la disposition **D. ASSURÉS** ou tout « membre du personnel » autorisé par vous à donner ou recevoir un avis d'« incident » ou de réclamation :
- (1) nous transmet une déclaration des « dommages matériels », en tout ou en partie, ou transmet une telle déclaration à un autre assureur;
  - (2) reçoit une demande écrite ou verbale ou une réclamation visant des « dommages-intérêts compensatoires » imposés en raison de « dommages matériels »; ou
  - (3) apprend, par tout autre moyen, l'existence ou le début des « dommages matériels », selon la première de ces éventualités.

## 2. Exclusions

Cette assurance ne s'applique pas à ce qui suit :

- a. **Dommages prévus ou intentionnels**  
« Dommages matériels » prévus ou intentionnels du point de vue de l'assuré.
- b. **Responsabilité contractuelle**  
« Dommages matériels » pour lesquels l'assuré est tenu de payer des « dommages-intérêts compensatoires » en raison de sa responsabilité au titre d'un contrat ou d'une entente. Cette exclusion ne s'applique pas à la responsabilité pour « dommages-intérêts compensatoires » que l'assuré assumerait en l'absence du contrat ou de l'entente.
- c. **Amiante** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**
- d. **Champignons ou spores** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**
- e. **Responsabilité civile en matière d'énergie nucléaire** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**
- f. **Pollution** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**
- g. **Terrorisme** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**
- h. **Risque de conflit armé** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**
- i. **Cyberdonnées et données électroniques** – se reporter à **B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES**

## B. EXCLUSIONS GÉNÉRALES

(Applicables à la **Protection A – Responsabilité civile pour dommages corporels et dommages matériels**, à la **Protection B – Responsabilité civile pour préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité**, à la **Protection C – Frais médicaux** et à la **Protection D – Responsabilité locative**)

Cette assurance ne s'applique pas à ce qui suit :

### 1. Amiante

« Dommages corporels », « dommages matériels » ou « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » associés à ou découlant de la responsabilité réelle ou alléguée à l'égard d'un recours judiciaire de quelque nature que ce soit (notamment les dommages-intérêts, les intérêts, les mesures réparatrices ou injonctives, les ordonnances ou les pénalités, les frais juridiques ou autres, ou les dépenses de toute nature) concernant une perte, des dommages, des frais ou dépenses, réels ou potentiels, causés directement ou indirectement par l'amiante ou des matériaux contenant de l'amiante, sous toutes ses formes et peu importe en quelle quantité.

Cette exclusion s'applique indépendamment de toute autre cause ou de tout autre événement qui contribue, simultanément ou dans quelque séquence que ce soit, aux « dommages corporels », « dommages matériels » ou « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité », ou les aggrave.

### 2. Champignons ou spores

- a. « Dommages corporels », « dommages matériels » ou « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité », ou autres pertes, dépenses ou frais engagés par un tiers, découlant directement ou indirectement de l'inhalation, l'ingestion, le contact, l'exposition, l'existence, la présence, la propagation, la reproduction, le rejet ou autre prolifération, réels, allégués ou potentiels, de « champignons » ou de « spores » de toutes sortes, peu importe la cause, y compris les frais engagés



pour prévenir, traiter, tester, contrôler, réduire, atténuer, supprimer, nettoyer, contenir, détoxifier, neutraliser, évaluer ou prendre d'autres mesures relativement à des « champignons » ou des « spores »;

- b. supervision, instructions, recommandations, mises en garde ou conseils donnés ou qui auraient dû être donnés en lien avec le paragraphe a. ci-dessus; ou
- c. obligation de payer, de partager ou de rembourser un tiers tenu de verser des dommages-intérêts compensatoires ou qui a subi une perte ou engagé des frais et des dépenses en raison d'une blessure ou d'un dommage imputable aux éléments décrits aux paragraphes a. ou b. ci-dessus.

Cette exclusion s'applique indépendamment de toute autre cause ou de tout autre événement qui contribue, simultanément ou dans quelque séquence que ce soit, aux « dommages corporels », « dommages matériels » ou « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité », ou les aggrave.

Aux seules fins de l'exception suivante :

- (1) « Dommages matériels » désigne les blessures infligées à des animaux;
- (2) « Responsabilité civile produits et travaux terminés » désigne tous les « dommages corporels » et « dommages matériels » qui découlent de « votre produit », pourvu que les « dommages corporels » ou « dommages matériels » surviennent après que vous ayez renoncé à la possession physique de « votre produit ».

Cette exclusion ne s'applique pas aux « dommages corporels » ou « dommages matériels » compris dans la « responsabilité civile produits et travaux terminés » et découlant directement ou indirectement des « champignons » ou « spores » qui se trouvent dans « votre produit », ou qui constituent « votre produit », et si vous avez l'intention que « votre produit » soit :

- (a) appliqué localement sur; ou
  - (b) ingéré par;
- les humains ou les animaux.

### 3. Responsabilité civile en matière d'énergie nucléaire

- a. Responsabilité civile imposée par un acte, une loi ou un règlement en matière de responsabilité nucléaire, ou une loi modifiant un tel acte, une telle loi ou un tel règlement;
- b. « Dommages corporels », « dommages matériels » ou « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » pour lesquels un assuré de la présente police est aussi assuré par un contrat d'assurance Responsabilité civile nucléaire (que l'assuré soit désigné ou non dans un tel contrat et que ce contrat soit exécutoire pour l'assuré ou non) délivré par la Nuclear Insurance Association of Canada ou tout autre assureur, groupe ou regroupement d'assureurs, ou qui serait un assuré au titre d'une telle police d'assurance, n'eût été sa résiliation à l'épuisement de sa limite de responsabilité;
- c. « Dommages corporels », « dommages matériels » ou « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » résultant directement ou indirectement d'un « risque nucléaire » découlant de :
  - (1) la propriété, l'entretien, l'exploitation ou l'utilisation d'une « installation nucléaire » par ou au nom d'un assuré;
  - (2) la fourniture, par un assuré, de services, matériaux, pièces ou équipement associés à la planification, la construction, l'entretien, l'exploitation ou l'utilisation d'une installation nucléaire;
  - (3) la possession, la consommation, l'utilisation, la manipulation, l'élimination ou le transport de « substances fissiles » ou d'autres « matières radioactives » (à l'exception des isotopes radioactifs provenant d'une « installation nucléaire », qui ont atteint le dernier stade de fabrication en vue d'une utilisation à des fins scientifiques, médicales, agricoles, commerciales ou industrielles) utilisées, distribuées, manipulées ou vendues par un assuré.

Cette exclusion s'applique indépendamment de toute autre cause ou de tout autre événement qui contribue, simultanément ou dans quelque séquence que ce soit, aux « dommages corporels », « dommages matériels » ou « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité », ou les aggrave.

### 4. Pollution

- a. « Dommages corporels », « dommages matériels » ou « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » résultant du déversement, du déchargement, de l'émission, de la dispersion, de l'infiltration, de la fuite, de la migration ou du rejet réels, prétendus ou imminents de « polluants » :
  - (1) sur ou à partir d'un lieu, site ou emplacement détenu ou occupé par un assuré, ou qui lui a été prêté ou loué, maintenant ou à un moment quelconque. Toutefois, cet alinéa ne s'applique pas à ce qui suit :
    - (a) les « dommages corporels » subis à l'intérieur d'un bâtiment et causés par la fumée, la vapeur ou la suie provenant de l'équipement utilisé pour chauffer, climatiser ou déshumidifier le bâtiment, ou pour chauffer l'eau à des fins personnelles, par les occupants du bâtiment ou leurs invités;
    - (b) les « dommages corporels » ou « dommages matériels » pour lesquels vous pourriez être tenu responsable si vous êtes un entrepreneur et que le propriétaire ou le locataire des lieux, sites ou emplacements, a été ajouté à votre police à titre d'autre assuré sur ces lieux, sites ou emplacements, et que ces lieux, sites ou emplacements ne sont pas et n'ont jamais appartenu à un assuré autre que cet autre « assuré », et ne sont pas et n'ont jamais été occupés, loués ou prêtés par ou à un assuré autre que cet autre assuré;
    - (c) les « dommages corporels » ou « dommages matériels » découlant de la chaleur, de la fumée ou des émanations provenant d'un « incendie »;
  - (2) sur ou à partir d'un lieu, site ou emplacement qui a ou a été, à un moment quelconque, utilisé par ou pour un assuré ou un tiers pour la manutention, le stockage, l'élimination, la transformation ou le traitement des déchets;
  - (3) qui sont ou ont été, à un moment quelconque, transportés, manipulés, stockés, transformés, éliminés ou





traités comme des déchets par ou pour :

- (a) l'assuré; ou
  - (b) une personne ou un organisme dont vous pourriez être juridiquement responsable;
- (4) sur ou à partir d'un lieu, site ou emplacement où un assuré ou des entrepreneurs ou sous-traitants travaillant directement ou indirectement pour le compte d'un assuré exercent leurs activités, si les « polluants » sont apportés sur le lieu, le site ou l'emplacement dans le cadre de ces activités par un tel assuré, entrepreneur ou sous-traitant. Toutefois, cet alinéa ne s'applique pas à ce qui suit :
- (a) « dommages corporels » ou « dommages matériels » découlant de la fuite de carburants, de lubrifiants ou d'autres fluides de travail nécessaires pour remplir les fonctions électriques, hydrauliques ou mécaniques normales requises pour le fonctionnement de l'équipement mobile ou de ses parties, si ces carburants, lubrifiants ou autres fluides de travail s'échappent d'un équipement mobile permanent et intégral conçu pour les contenir, les stocker ou les recevoir. Cette exception ne s'applique pas si les « dommages corporels » ou « dommages matériels » découlent de la décharge, de la dispersion ou du rejet intentionnels des carburants, des lubrifiants ou des autres fluides de travail, ou si de tels carburants, lubrifiants ou autres fluides de travail sont amenés sur le lieu, site ou emplacement dans l'intention de les décharger, disperser, ou rejeter dans le cadre des activités de cet assuré, entrepreneur ou sous-traitant;
  - (b) les « dommages corporels » ou « dommages matériels » subis à l'intérieur d'un bâtiment et causés par le rejet de gaz, de fumées ou de vapeurs à partir de matériaux amenés à ce bâtiment dans le cadre de vos activités ou des activités exécutées pour votre compte par un entrepreneur ou un sous-traitant;
  - (c) les « dommages corporels » ou « dommages matériels » découlant de la chaleur, de la fumée ou des émanations provenant d'un « incendie »; ou
- (5) sur ou à partir d'un lieu, site ou emplacement où un « assuré » ou des entrepreneurs ou sous-traitants travaillant directement ou indirectement pour le compte d'un assuré exercent des activités, si ces activités visent la conduite de tests, le contrôle, le nettoyage, l'élimination, le confinement, le traitement, la détoxification ou la neutralisation de « polluants », ou qu'elles constituent un moyen d'intervention ou d'évaluation des effets des « polluants »;
- b. Tout sinistre, frais ou dépenses découlant des situations suivantes :
- (1) une requête, une demande, une ordonnance ou une exigence législative ou réglementaire exigeant d'un assuré ou d'un tiers qu'il procède à des tests, au contrôle, au nettoyage, à l'élimination, au confinement, au traitement, à la détoxification ou à la neutralisation de « polluants », qu'il intervienne par d'autres moyens ou qu'il procède à une évaluation des effets des « polluants »;
  - (2) une réclamation ou une « action » par ou au nom d'une autorité gouvernementale en « dommages-intérêts compensatoires » en raison d'activités de tests, de contrôle, de nettoyage, d'élimination, de confinement, de traitement, de détoxification ou de neutralisation, ou de tout autre moyen d'intervention à l'égard des « polluants » ou de l'évaluation des effets de « polluants ».

Toutefois, le paragraphe b. ci-dessus ne s'applique pas à la responsabilité civile pour des « dommages-intérêts compensatoires » imposés en raison de « dommages matériels » que l'« assuré » aurait subis en l'absence d'une telle requête, demande, ordonnance ou exigence législative ou réglementaire, ou d'une telle réclamation ou « action » par ou au nom d'une autorité gouvernementale.

## 5. Terrorisme

« Dommages corporels », « dommages matériels » ou « préjudices personnels et préjudice découlant de la publicité » découlant directement ou indirectement, en tout ou en partie, du « terrorisme » ou de toute activité ou décision d'un organisme gouvernemental ou d'une autre entité prise en vue de prévenir, de répondre ou de mettre fin au « terrorisme ». Cette exclusion s'applique indépendamment de toute autre cause ou de tout autre événement qui contribue, simultanément ou dans quelque séquence que ce soit, aux « dommages corporels », « dommages matériels » ou « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité », ou les aggrave.

## 6. Risques de conflit armé

« Dommages corporels », « dommages matériels » ou « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » découlant directement ou indirectement, en tout ou en partie, de la guerre, d'une invasion, de l'acte d'un ennemi étranger, d'hostilités (que la guerre soit déclarée ou non), d'une guerre civile, d'une rébellion, d'une révolution, d'une insurrection ou du pouvoir militaire. Cette exclusion s'applique indépendamment de toute autre cause ou de tout autre événement qui contribue, simultanément ou dans quelque séquence que ce soit, aux « dommages corporels », « dommages matériels » ou « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité », ou les aggrave.

## 7. Cyberdonnées et données électroniques

Les « dommages corporels », les « dommages matériels » ou les « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » de même que les autres coûts, pertes ou dépenses que vous ou des tiers engagez, découlant directement ou indirectement, en tout ou en partie :

- a. De « cybersinistres »;
- b. De la perte, de la perte de jouissance, de l'endommagement, de la fausse interprétation, de l'utilisation abusive ou de la corruption des « données électroniques », ou de l'impossibilité d'accéder à ces données, de les traiter, de les stocker, de les transmettre ou de les manipuler.

Le paragraphe a. de cette exclusion ne s'applique pas aux « dommages corporels » ni aux « dommages matériels » résultant d'une « cyberaction » ou d'un « cyberincident ».

## C. INDEMNITÉS SUPPLÉMENTAIRES

« Wawanesa Assurance » est la **Compagnie mutuelle d'assurance Wawanesa** et l'assureur agréé de la présente police.

**(Applicables à la Protection A – Responsabilité civile pour dommages corporels et dommages matériels, à la Protection B – Responsabilité civile pour préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité et à la Protection D – Responsabilité locative)**

1. Nous verserons une indemnité pour toute réclamation sur laquelle nous enquêtons ou que nous réglons, ou pour toute « action » contre un assuré que nous défendons, correspondant à :

- a. toutes les dépenses que nous engageons;
- b. le coût des garanties d'une mainlevée de saisie, mais seulement pour les montants correspondant au montant d'assurance applicable. Nous ne sommes pas tenus de fournir ces garanties;
- c. toutes les dépenses raisonnables que vous engagez à notre demande pour nous aider dans l'enquête ou la défense contre la réclamation ou l'« action », y compris une perte réelle de revenus en raison d'une absence du travail (jusqu'à concurrence de 250 \$ par jour);
- d. tous les coûts évalués ou qui vous sont imposés dans le cadre de l'« action »;
- e. les intérêts courus après l'inscription du jugement, jusqu'à concurrence du montant d'assurance applicable et avant d'avoir payé, offert de payer, ou déposé au tribunal la partie du jugement qui s'inscrit dans le montant d'assurance applicable.

Ces indemnités ne réduisent pas les montants d'assurance.

2. Si nous vous défendons dans une « action » et que votre indemnisé est également désigné à titre de partie à l'« action », nous défendrons cet indemnisé, si les conditions suivantes sont réunies :

- a. l'« action » contre l'indemnisé concerne des « dommages-intérêts compensatoires » pour lesquels vous assumez la responsabilité civile de l'indemnisé par contrat ou entente, si ce contrat ou cette entente est un « contrat assuré »;
- b. cette assurance s'applique à une telle responsabilité civile assumée par vous;
- c. l'obligation de défendre cet indemnisé, ou le coût d'une telle défense, est également assumée par vous au titre du même « contrat assuré »;
- d. les allégations contenues dans l'« action » et les renseignements dont nous disposons à propos de l'« incident » sont tels qu'il ne semble y avoir aucun conflit entre vos intérêts et les intérêts de l'indemnisé;
- e. vous et l'indemnisé nous demandez de mener et de contrôler la défense de cet indemnisé contre une telle « action » et acceptent la possibilité que nous nommions le même avocat pour vous défendre et défendre l'indemnisé; et
- f. l'indemnisé :

(1) s'engage par écrit à respecter toutes les conditions suivantes :

- (a) coopérer avec nous à l'enquête, au règlement ou à la défense relativement à l'« action »;
- (b) nous transmettre immédiatement des copies de toutes les demandes et convocations, et de tous les avis ou documents judiciaires reçus en lien avec l'« action »;
- (c) aviser tout autre assureur qui offre une protection à l'indemnisé; et
- (d) coopérer avec nous en ce qui concerne la coordination d'autres assurances applicables à l'indemnisé;

(2) nous donner une autorisation écrite pour :

- (a) obtenir les dossiers et les autres renseignements relatifs à l'« action »; et
- (b) mener et contrôler la défense de l'indemnisé contre une telle « action ».

Tant que les conditions susmentionnées sont remplies, les frais juridiques et les frais de contentieux que nous engageons dans la défense de l'indemnisé, ainsi que les frais de contentieux nécessaires engagés par l'indemnisé à notre demande, seront payés au titre de Garanties subsidiaires. Nonobstant les dispositions énoncées au paragraphe 2.b.(2) de la **Protection A – Responsabilité civile pour dommages corporels et dommages matériels**, ces indemnités ne sont pas considérées comme des « dommages-intérêts compensatoires » pour « dommages corporels » et « dommages matériels » et ne réduisent pas les montants d'assurance.

Notre obligation de défendre votre indemnisé et de payer les frais juridiques et les frais de contentieux nécessaires au titre des Garanties subsidiaires prend fin lorsque :

- (i) nous avons épuisé le montant d'assurance applicable dans un règlement au titre de la **Protection A – Responsabilité civile pour dommages corporels et dommages matériels**, **B – Responsabilité civile pour préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité** ou **D – Responsabilité locative**, ou les frais médicaux applicables au titre de la **Protection C – Frais médicaux**; ou
- (ii) les conditions énoncées ci-dessus, ou les conditions prévues à l'entente décrite au paragraphe 2.f. ci-dessus, ne sont plus satisfaites.

#### **D. ASSURÉS**

1. Si vous êtes désigné aux Conditions particulières :

- a. en tant qu'individu, vous et votre conjoint êtes des assurés, mais seulement dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise dont vous êtes l'unique propriétaire;
- b. en tant que société en nom collectif, société à responsabilité limitée ou coentreprise, vous êtes un assuré. vos membres ou vos partenaires, ainsi que leurs conjoints, sont aussi des assurés, mais seulement dans le cadre de l'exercice de votre activité;
- c. en tant que société par actions à responsabilité limitée, vous êtes un assuré. Vos membres sont aussi des « assurés », mais seulement dans le cadre de l'exercice de votre activité. Vos gestionnaires sont aussi des assurés, mais seulement dans le cadre de leurs tâches à titre de gestionnaires de votre entreprise;
- d. en tant qu'organisme autre qu'une société en nom collectif, une société à responsabilité limitée, une coentreprise ou



une société par actions à responsabilité limitée, vous êtes un assuré. Vos « dirigeants » et administrateurs sont des assurés, mais seulement dans le cadre de leurs tâches à titre de dirigeants et administrateurs de votre entreprise.

Vos actionnaires sont aussi des assurés, mais seulement dans le cadre de leur responsabilité à titre d'actionnaires;

- e. en tant que fiduciaire, vous êtes un assuré. Vos fiduciaires sont aussi des assurés, mais seulement dans le cadre de leurs tâches à titre de fiduciaires.

2. Les personnes suivantes sont aussi des assurés :

- a. vos « bénévoles », seulement dans l'exécution de tâches liées à la conduite de votre entreprise, les « membres du personnel » de votre entreprise, autres que vos « dirigeants » (si vous êtes un organisme autre qu'une société en nom collectif, une société à responsabilité limitée, une coentreprise ou une société par actions à responsabilité limitée), vos gestionnaires (si vous êtes une société par actions à responsabilité limitée), mais seulement dans le cadre d'actes relevant de l'exercice de leurs fonctions dans votre entreprise ou dans l'exécution de tâches liées à l'exercice de votre activité. Cependant, aucun « membre du personnel » ou « bénévole » n'est un « assuré » à l'égard des sinistres suivants :

(1) les « dommages corporels » ou les « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » :

- (a) qui vous sont causés ou sont causés à vos associés ou à vos membres ou gestionnaires (si vous êtes une société en nom collectif, une société à responsabilité limitée ou une coentreprise), à vos membres (si vous êtes une société par actions à responsabilité limitée), à un collègue « membre du personnel » dans le cadre de son emploi ou de l'exécution de tâches liées à la conduite de votre entreprise, ou à vos autres « bénévoles » dans le cadre de l'exécution de tâches liées à la conduite de votre entreprise;
- (b) qui sont causés au conjoint, à l'enfant, à la mère ou au père, au frère ou à la sœur de ce collègue « membre du personnel » ou de ce « bénévole » en conséquence du paragraphe (1)(a) ci-dessus;
- (c) pour lesquels il n'existe aucune obligation de partager les « dommages-intérêts compensatoires » ou de rembourser un tiers tenu de verser des « dommages-intérêts compensatoires » imposés en raison des dommages corporels décrits aux paragraphes (1)(a) ou (b) ci-dessus; ou
- (d) causés à une personne qui, au moment de l'accident, a droit à des prestations au titre d'une loi sur l'indemnisation des accidents du travail ou les prestations d'invalidité, ou une loi semblable;

(2) les « dommages matériels » causés aux biens dont :

- (a) la propriété, l'occupation ou l'utilisation;
- (b) la location, la responsabilité, la garde ou le contrôle, ou l'exercice d'un contrôle physique, à toutes fins; sont vôtres, ceux d'un « membre du personnel » ou d'un « bénévole » de votre entreprise, d'un associé ou d'un membre (si vous êtes une société en nom collectif, une société à responsabilité limitée ou une coentreprise) ou d'un membre ou gestionnaire (si vous êtes une société par actions à responsabilité limitée);

- b. toute personne (autre qu'un « membre du personnel » ou « bénévole » de votre entreprise) ou tout organisme qui agit pour vous à titre de gestionnaire immobilier;

- c. toute personne ou tout organisme ayant temporairement la garde de vos biens en cas de décès, mais seulement :

(1) quant à la responsabilité relative à l'entretien ou à l'utilisation de ces biens; et

(2) jusqu'à la nomination de votre représentant légal;

- d. votre représentant légal si vous décédez, mais uniquement dans le cadre de ses tâches à ce titre. Ce représentant aura tous vos droits et obligations au titre de la présente police d'assurance;

- e. les propriétaires de vos unités ou de vos parties privatives et tout locataire, mais seulement dans le cadre de la conduite de la société en ce qui concerne la responsabilité découlant des biens communs, à l'exclusion de la responsabilité découlant de la possession, de l'occupation ou de l'usage des biens désignés à usage exclusif par le propriétaire ou le locataire;

3. Tout organisme nouvellement acquis ou créé par vous, autre qu'une société de personnes, une société à responsabilité limitée, une coentreprise ou une société par actions à responsabilité limitée, et dont vous conservez la propriété ou dans laquelle vous avez un intérêt majoritaire, sera considéré comme un « assuré désigné » si cet organisme ne peut être couvert par une autre assurance similaire. Toutefois :

- a. la protection au titre de la présente disposition prend fin au 90<sup>e</sup> jour suivant l'acquisition ou la création de l'organisme, ou à la date de fin de la période d'assurance, selon la première éventualité;

- b. la **Protection A – Responsabilité civile pour dommages corporels et dommages matériels** et la **Protection D – Responsabilité locative** ne s'appliquent pas aux « dommages corporels » ou aux « dommages matériels » survenus avant l'acquisition ou la création de l'organisme; et

- c. la **Protection B – Responsabilité civile pour préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité** ne s'applique pas aux « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » découlant d'une infraction commise avant l'acquisition ou la constitution de l'organisme.

4. Toute personne ou tout organisme auquel vous avez convenu de fournir une assurance responsabilité civile au titre de la présente assurance est un « assuré », mais seulement en ce qui concerne les « dommages corporels », les « dommages matériels » et les « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » découlant de « votre travail » ou de la propriété, de l'entretien ou de l'utilisation de vos lieux.

L'assurance fournie à cette personne ou à cet organisme ne s'applique pas à ce qui suit :

- a. « dommages corporels » ou « dommages matériels » causés par un incident, ou « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » causés par une infraction, survenus après le jour où vous n'êtes plus propriétaire des lieux désignés, où vous avez cessé de les entretenir ou de les utiliser;
- b. « dommages corporels », « dommages matériels » ou « préjudices personnels et préjudices découlant de la

publicité » imputables à la seule négligence de ces personnes ou de ces organismes; ou

c. personnes ou aux organismes admissibles à ce titre en vertu de la disposition **D. ASSURÉS**.

5. Toute personne ou tout organisme avec qui vous avez convenu, dans un contrat écrit de location ou de location d'équipement, de fournir une assurance responsabilité en vertu de la présente police d'assurance est un assuré, mais uniquement en ce qui concerne les « dommages corporels », « dommages matériels » ou « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » résultant de l'entretien, de l'exploitation ou de l'utilisation que vous faites de l'équipement qui vous a loué cette personne ou cet organisme. L'assurance fournie à cette personne ou à cet organisme ne s'applique pas à ce qui suit :

- a. « dommages corporels » ou « dommages matériels » causés par un incident, ou « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » causés par une infraction, survenus après le jour où vous avez cessé de louer l'équipement;
- b. « dommages corporels », « dommages matériels » ou « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » imputables à la seule négligence de cette personne ou de cet organisme;
- c. personnes ou aux organismes admissibles à ce titre en vertu de la disposition **D. ASSURÉS**.

Aucune personne ni aucun organisme n'est un assuré relativement à la conduite d'une société en nom collectif actuelle ou passée, ou d'une coentreprise qui n'est pas nommée en tant qu'« assuré désigné » aux Conditions particulières. Ce paragraphe ne s'applique pas à une société en nom collectif ou à une coentreprise qui est considérée comme un assuré en vertu de la disposition **D. ASSURÉS**.

## E. MONTANTS D'ASSURANCE

Les Montants d'assurance précisés aux Conditions particulières et dans les règles ci-dessous fixent l'indemnité maximale que nous verserons, quel que soit le nombre :

- a. d'assurés;
- b. de réclamations ou d'« actions » engagées; ou
- c. de personnes ou d'organismes faisant une réclamation ou entreprenant une « action ».

### 1. Total général

L'indemnité maximale que nous verserons pour la somme de tous :

- a. les « dommages-intérêts compensatoires » au titre de la **Protection A – Responsabilité civile pour dommages corporels et dommages matériels**, à l'exception des « dommages-intérêts compensatoires » imposés en raison de « dommages corporels » ou de « dommages matériels » compris dans la « responsabilité civile produits et travaux terminés »;
- b. les « dommages-intérêts compensatoires » au titre de la **Protection B – Responsabilité civile pour préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité**; et
- c. les frais médicaux au titre de la **Protection C – Frais médicaux**;

correspond au Total général du montant d'assurance précisé aux Conditions particulières.

### 2. Total de la responsabilité civile produits et travaux terminés

L'indemnité maximale que nous verserons pour la somme de tous les « dommages-intérêts compensatoires » imposés en raison de « dommages corporels » et « dommages matériels » compris dans la « responsabilité civile produits et travaux terminés » au titre de la **Protection A – Responsabilité civile pour dommages corporels et dommages matériels** est le Montant d'assurance total de la Responsabilité civile produits et travaux terminés précisé aux Conditions particulières.

### 3. Par incident

Sous réserve du paragraphe 1. ou 2. ci-dessus, selon le cas, le Montant d'assurance par incident précisé aux Conditions particulières correspond à l'indemnité maximale que nous verserons pour la somme :

- a. des « dommages-intérêts compensatoires » au titre de la **Protection A – Responsabilité civile pour dommages corporels et dommages matériels** pour l'ensemble des « dommages corporels » et « dommages matériels »; et
- b. des frais médicaux au titre de la **Protection C – Frais médicaux** pour tous les « dommages corporels » et « dommages matériels » découlant d'un seul « incident ».

### 4. Responsabilité civile pour préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité

Sous réserve du paragraphe 1. ci-dessus, le Montant d'assurance pour les préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité précisé aux Conditions particulières correspond à l'indemnité maximale que nous verserons au titre de la **Protection B – Responsabilité civile pour préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité** pour la somme de tous les « dommages-intérêts compensatoires » imposés en raison de l'ensemble des « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » causés à une personne ou à un organisme.

### 5. Frais médicaux

Sous réserve du paragraphe 3. ci-dessus, le montant d'assurance des frais médicaux par personne précisé aux Conditions particulières correspond à l'indemnité maximale que nous verserons au titre de la **Protection C – Frais médicaux** pour tous les frais médicaux engagés en raison des « dommages corporels » subis par une personne.

### 6. Responsabilité locative

Le montant d'assurance de la responsabilité locative par lieu, précisé aux Conditions particulières, est l'indemnité maximale que nous verserons au titre de la **Protection D – Responsabilité locative** pour les « dommages-intérêts compensatoires » imposés en raison de « dommages matériels » survenus dans un lieu.

7. Les montants d'assurance s'appliquent séparément à chaque période annuelle consécutive et à toute période restante de moins de 12 mois, en commençant par le début de la période d'assurance précisé aux Conditions particulières, sauf



si la période d'assurance est prolongée après la délivrance pour une période supplémentaire de moins de 12 mois. Dans ce cas, la période supplémentaire sera réputée faire partie de la plus récente période écoulée aux fins de la détermination des montants d'assurance.

8. Lorsque la présente police et une autre police souscrite par nous et émise à votre intention s'appliquent ou ont été appliquées à la même réclamation ou à la même « action », l'indemnité maximale que nous verserons pour la somme de tous les montants assujettis aux montants d'assurance est le montant le plus élevé applicable ou ayant été appliqué à cette réclamation ou à cette « action » en vertu de l'une ou l'autre de ces polices. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas si l'autre police qui s'applique ou qui a été appliquée est une assurance complémentaire ou excédentaire qui avait été souscrite dans le but précis d'appliquer successivement les montants d'assurance indiqués aux Conditions particulières.
9. **Franchise**
  - a. Nous ne verserons pas d'indemnité au titre de la **Protection A – Responsabilité civile pour dommages corporels et matériels** si le montant du sinistre n'est pas supérieur à celui de la franchise : montant de la protection Responsabilité civile pour dommages matériels indiqué aux Conditions particulières.
  - b. Nous ne verserons pas d'indemnité au titre de la **Protection D – Responsabilité locative** si le montant du sinistre n'est pas supérieur à celui de la franchise : montant de la protection Responsabilité civile pour dommages matériels indiqué aux Conditions particulières.
  - c. La franchise : le montant de la protection Responsabilité civile pour dommages matériels précisé aux Conditions particulières s'applique comme suit :
    - (1) **par réclamation**  
Si les Conditions particulières précisent que la franchise pour les « dommages matériels » est une franchise par réclamation, le montant de la franchise s'applique :
      - (a) au titre de la **Protection A – Responsabilité civile pour dommages corporels et dommages matériels**, à la somme de tous les « dommages-intérêts compensatoires » pour des réclamations ou des « actions » engagées par une personne ou un organisme en raison de « dommages matériels »;
      - (b) au titre de la **Protection D – Responsabilité locative**, à la somme de tous les « dommages-intérêts compensatoires » pour des réclamations ou des « actions » engagées par une personne ou un organisme en raison de « dommages matériels »;
    - (2) **par incident**  
Si les Conditions particulières précisent que la franchise pour les « dommages matériels » est une franchise par incident, le montant de la franchise s'applique :
      - (a) au titre de la **Protection A – Responsabilité civile pour dommages corporels et dommages matériels**, à la somme de tous les « dommages-intérêts compensatoires » imposés en raison de « dommages matériels » découlant d'un seul « incident »;
      - (b) au titre de la **Protection D – Responsabilité locative**, à la somme de tous les « dommages-intérêts compensatoires » imposés en raison de « dommages matériels » survenus dans un lieu;
  - d. Les dispositions de la présente assurance, notamment celles qui concernent :
    - (1) notre droit et notre obligation de défense à l'égard de tout « recours » en « dommages-intérêts compensatoires »; et
    - (2) vos devoirs en cas d'« incident », de réclamation ou d'« action », s'appliquent indépendamment de l'application de toute franchise.
  - e. Nous pouvons verser une partie ou la totalité du montant de la franchise pour procéder au règlement d'une réclamation ou d'une « action » et, sur avis de l'action entreprise, vous devrez immédiatement nous rembourser la partie du montant de la franchise que nous avons versée.
  - f. Le Montant d'assurance précisé aux Conditions particulières ne sera pas réduit du montant des « dommages-intérêts compensatoires » d'une franchise.

## F. CONDITIONS DE L'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE ENTREPRISE

Les conditions suivantes s'ajoutent aux Conditions générales de l'assurance et de l'assurance biens :

### 1. Faillite

La faillite ou l'insolvabilité de l'assuré ou de sa succession ne nous libère pas de nos obligations au titre de la présente assurance.

### 2. Obligations en cas d'incident, d'infraction, de réclamation ou d'action

- a. Vous devez veiller à ce que nous soyons avisés dès que possible d'un « incident » ou d'une infraction pouvant donner lieu à une réclamation. Dans la mesure du possible, cet avis doit préciser :
  - (1) comment, quand et où l'« incident » ou l'infraction a eu lieu;
  - (2) le cas échéant, les noms et adresses des personnes ayant subi des préjudices et des témoins; et
  - (3) la nature et l'endroit des blessures ou des dommages découlant du « sinistre » ou de l'infraction.
- b. En cas de réclamation ou d'« action » contre un assuré, vous devez :
  - (1) consigner immédiatement les détails de la réclamation ou de l'« action » et la date de sa signification; et
  - (2) nous en aviser le plus tôt possible.

Vous devez veiller à ce que nous recevions un avis par écrit de la réclamation ou de l'« action » dès que possible.
- c. Vous et tout autre « assuré » en cause devez :
  - (1) nous transmettre immédiatement des copies de toutes les demandes et convocations, et de tous les avis ou





documents judiciaires reçus en lien avec la réclamation ou l'« action » ;

- (2) nous autoriser à obtenir les dossiers et autres renseignements ;
- (3) coopérer avec nous à l'enquête, au règlement de la réclamation ou à la défense relativement à l'« action » ; et
- (4) nous aider, à notre demande, dans l'exercice de tout droit contre une personne ou un organisme possiblement responsable envers l'« assuré » de blessures ou de dommages auxquels la présente assurance peut également s'appliquer.

- d. Aucun « assuré » ne doit volontairement effectuer un versement, assumer des obligations ou engager des dépenses, à d'autres fins que les premiers soins, sans notre consentement. Le cas échéant, l'assuré le fera à ses frais.

### 3. Action en justice contre nous

Aucune personne et aucun organisme n'ont le droit, au titre de la présente police d'assurance, de :

- a. se joindre à nous à titre de partie ou de nous engager de toute autre manière dans l'« action » en « dommages-intérêts compensatoires » d'un assuré ; ou
- b. de nous poursuivre en lien avec la présente assurance, à moins que toutes ses dispositions soient pleinement respectées.

Une personne ou un organisme peut nous poursuivre en justice pour recouvrer un règlement amiable ou un jugement définitif contre un assuré obtenu après un procès ; toutefois, nous ne saurons être tenus responsables des « dommages-intérêts compensatoires » qui ne sont pas couverts au titre des dispositions de la présente police d'assurance ou qui sont supérieurs au montant d'assurance applicable. Un règlement amiable est un règlement et une exonération de responsabilité signés par nous, par l'assuré et par le réclamant ou son représentant légal.

Toute action ou poursuite contre un assureur aux fins du recouvrement des sommes assurées payables contractuellement est absolument interdite, à moins qu'elle ne soit engagée dans le délai prévu par la *Loi sur l'assurance* ou d'autres lois applicables.

### 4. Autre assurance

Si l'assuré dispose d'une autre assurance valable et recouvrable pour un sinistre que nous couvrons au titre de la **Protection A – Responsabilité civile pour dommages corporels et matériels**, de la **Protection B – Responsabilité civile pour préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité** ou de la **Protection D – Responsabilité locative**, nos obligations sont limitées comme suit :

#### a. assurance de première ligne

La présente assurance est de première ligne, sauf si le paragraphe **b.** ci-dessous s'applique. Si la présente assurance est de première ligne, nos obligations ne sont pas modifiées, sauf si une autre assurance est également de première ligne. Le cas échéant, nous partagerons l'indemnisation avec cette autre assurance selon la méthode décrite au paragraphe **c.** ci-dessous.

#### b. assurance de risques successifs

Cette assurance couvre les risques successifs :

- (1) à une autre assurance, qu'elle soit de première ligne, de risques successifs, conditionnelle ou autre :
  - (a) qui constitue une assurance de biens pour « vos travaux », par exemple une assurance biens commerciaux, une assurance des chantiers, une protection contre les risques d'installation ;
  - (b) qui constitue une assurance des biens pour des lieux loués par vous ou temporairement occupés par vous avec la permission du propriétaire ;
  - (c) si le sinistre découle de la propriété, de l'entretien, de l'utilisation, de la garde confiée à un tiers d'une embarcation ou d'une « automobile », dans la mesure où les exclusions décrites aux paragraphes **e.** ou **f.** de la **Protection A – Responsabilité civile pour dommages corporels et dommages matériels** ne s'appliquent pas.
- (2) à toute autre assurance de première ligne dont l'assuré dispose lorsque celui-ci est ajouté à titre d'autre assuré en vertu d'une autre police.

Lorsque la présente assurance couvre les risques successifs, nous n'avons aucune obligation de défendre l'assuré contre une « action » au titre de la **Protection A – Responsabilité civile pour dommages corporels et dommages matériels**, de la **Protection B – Responsabilité civile pour préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité** ou de la **Protection D – Responsabilité locative** si un autre assureur a l'obligation de défendre l'assuré contre cette « action ». Si aucun autre assureur ne défend l'assuré, nous nous engageons à le faire, mais nous détiendrons les droits de l'assuré à l'encontre de tous les autres assureurs.

Lorsque la présente assurance couvre les risques successifs, l'indemnité que nous verserons correspond à notre part du montant du sinistre, le cas échéant, supérieur à la somme des montants suivants :

- (1) le montant total qui serait versé par toute autre assurance pour le sinistre en l'absence de la présente assurance ; et
- (2) le total de toutes les franchises et de tous les montants autoassurés au titre de ces autres assurances.

Nous partagerons le solde, le cas échéant, avec toute autre assurance qui n'est pas décrite à la présente disposition Assurance de risques successifs et qui n'a pas été souscrite dans le but précis d'appliquer successivement les montants d'assurance précisés aux Conditions particulières de la présente police d'assurance.

#### c. méthode de partage

Si toutes les autres assurances permettent une indemnisation en parts égales, nous appliquerons également ce mode de partage. Selon cette méthode, chaque assureur verse un montant égal jusqu'au montant d'assurance qui s'applique à lui, ou jusqu'à ce qu'aucun solde ne subsiste, selon la première éventualité.

Si une autre assurance ne permet pas une indemnisation en parts égales, nous verserons les indemnités en fonction

des limites. Selon cette méthode, la part de chaque assureur repose sur le rapport entre le montant d'assurance applicable de l'assureur et le total des montants d'assurance applicables de tous les assureurs.

#### 5. Vérification de la prime

- Nous établirons toutes les primes de la présente assurance conformément à nos règles et à nos taux.
- La prime précisée à la présente assurance à titre de prime initiale est une prime de dépôt seulement. À la fin de chaque période de vérification, nous établirons la prime acquise pour cette période. Les primes vérifiées arrivent à échéance et sont exigibles sur avis au premier « assuré désigné ». Si la somme des primes initiales et vérifiées ayant été versées pour la période d'assurance est supérieure à la prime acquise, nous rembourserons l'excédent au premier assuré désigné, sous réserve de la conservation de la prime minimale indiquée aux Conditions générales de la présente police.
- Le premier assuré désigné doit tenir des registres des informations dont nous avons besoin pour le calcul de la prime, et nous en transmettre une copie sur demande.

#### 6. Séparation des assurés, recours entre coassurés

Sauf en ce qui concerne les montants d'assurance et les droits ou les obligations expressément attribués dans la présente assurance au premier assuré désigné, la présente assurance s'applique :

- comme si chaque assuré désigné était le seul assuré désigné; et
- distinctement à chaque assuré contre qui une réclamation ou une « action » est entreprise.

#### 7. Cession à l'assureur des droits de recouvrement contre autrui

Si l'assuré dispose de droits de recouvrement d'un versement fait par nous, en tout ou en partie, au titre de la présente police d'assurance, il nous cède ces droits. L'assuré ne doit rien faire pour compromettre ces droits à la suite du sinistre. À notre demande, l'assuré nous confiera l'« action » ou nous cédera ces droits et nous aidera à les faire respecter.

### G. DÉFINITIONS

- « **mauvais traitements** » désigne un acte ou menace impliquant une agression sexuelle, du harcèlement, un châtiement corporel ou toute autre forme de violence physique, sexuelle ou psychologique.
- « **action** » désigne une procédure civile dans laquelle sont réclamés des « dommages-intérêts compensatoires » en raison de « dommages corporels », « dommages matériels » ou « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » allégués et auxquels s'applique la présente assurance. Une « action » comprend :
  - une procédure d'arbitrage dans laquelle de tels « dommages-intérêts compensatoires » sont réclamés et à laquelle l'« assuré » doit se soumettre ou se soumet avec notre consentement; et
  - toute autre procédure extrajudiciaire de résolution des différends dans laquelle de tels « dommages-intérêts compensatoires » sont réclamés et à laquelle l'assuré se soumet avec notre consentement.
- « **publicité** » désigne un avis diffusé ou publié pour le grand public ou pour des segments de marché particuliers, au sujet de vos biens, produits ou services, en vue d'attirer des clients ou des sympathisants. Aux fins de cette définition :
  - les avis publiés comprennent les documents rendus accessibles par Internet ou par d'autres moyens de communication électroniques; et
  - en ce qui concerne les sites Web, seule la partie d'un site Web portant sur vos biens, produits ou services aux fins d'attirer des clients ou des sympathisants est considérée comme une publicité.
- « **automobile** » désigne un véhicule à moteur terrestre, remorque ou semi-remorque, qui doit être assuré selon la loi par un contrat étayé par une police d'assurance responsabilité civile automobile ou tout autre véhicule assuré au titre d'un tel contrat, y compris les machines ou l'équipement qui y sont fixés.
- « **dommages corporels** » désigne une blessure, maladie ou affection causée à une personne, y compris le décès résultant de celles-ci, à tout moment.
- « **dommages compensatoires** » ne comprend pas les dommages punitifs ou exemplaires, ni la partie multipliée de dommages-intérêts multipliés.
- « **système informatique** » comprend les éléments suivants (qu'ils soient ou non mobiles ou portables) :
  - Ordinateur, matériel ou équipement informatique périphérique;
  - Système de communication ou de commande;
  - Machine, dispositif ou instrument électronique;
  - Serveur, plateforme infonuagique ou équipement de réseautique;
  - Microcontrôleur ou microprocesseur;
  - Périphérique d'entrée, de sortie ou de stockage de données;
  - Logiciel, application, programme, processus ou code;
 qui est détenu, loué, exploité ou contrôlé par vous ou par une autre partie.
- « **limites territoriales** » désigne :
  - le Canada et les États-Unis d'Amérique (y compris ses territoires et possessions);
  - les eaux internationales ou l'espace aérien international, mais seulement si :
    - les « dommages corporels » ou « dommages matériels » sont causés par un « incident » qui se produit à l'intérieur de la « limite territoriale »; ou
    - les « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » sont causés par une infraction; survenant pendant un déplacement ou un transport entre deux lieux compris dans le territoire décrit au paragraphe a. ci-dessus; ou
  - partout ailleurs dans le monde, si les préjudices ou les dommages découlent :
    - de biens ou de produits fabriqués ou vendus par vous dans le territoire décrit au paragraphe a. ci-dessus;



- (2) des activités d'un assuré domicilié sur le territoire décrit au paragraphe **a.** ci-dessus, mais qui en est absent pour une courte période dans l'exercice de ses fonctions pour votre entreprise; ou
- (3) d'infractions donnant lieu à des « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité » qui se produisent par l'entremise d'Internet ou d'autres moyens de communication électroniques; à condition que la responsabilité civile de l'assuré de payer des « dommages-intérêts compensatoires » soit déterminée par une « action » sur le fond, dans le territoire décrit au paragraphe **a.** ci-dessus ou dans un règlement auquel nous donnons notre accord.
9. « **cyberaction** » s'entend d'un acte non autorisé, malveillant ou criminel ou d'une série d'actes non autorisés, malveillants ou criminels connexes, peu importe le moment et le lieu où ils ont été commis, ou la menace ou fausse menace de tels actes, comportant l'accès à tout « système informatique », à son traitement, à son utilisation ou son exploitation.
10. « **cyberincident** » s'entend de :
- a. Toute erreur ou omission ou série d'erreurs ou d'omissions connexes comportant l'accès à tout « système informatique », à son traitement, à son utilisation ou à son exploitation;
  - b. Toute indisponibilité ou tout échec partiel ou total, ou série d'indisponibilités ou d'échecs partiels ou totaux connexes, relatif à l'accès à tout « système informatique », à son traitement, à son utilisation ou à son exploitation.
11. « **cybersinistre** »
- a. S'entend de toute « cyberaction » ou de tout « cyberincident »;
  - b. Comprend toute mesure prise ou omise, de votre part ou de la part de quiconque agit en votre nom, dans le but de contrôler, de prévenir, d'empêcher ou d'atténuer toute « cyberaction » ou tout « cyberincident », ou d'y remédier.
12. « **données électroniques** » Informations, faits, concepts, programmes, logiciels ou codes qui sont :
- a. Stockés sous la forme de ou sur;
  - b. Créés sur ou utilisés sur;
  - c. Transmis au moyen de;
- un formulaire destiné à être utilisé, consulté, traité, transmis vers ou depuis un « système informatique », ou stocké dans celui-ci.
13. « **membre du personnel** » comprend « travailleur contractuel » et « travailleur temporaire ».
14. « **dirigeant** » désigne une personne titulaire d'un poste de dirigeant créé par votre charte, vos statuts, vos règlements ou tout autre document de gouvernance semblable.
15. « **substance fissile** » désigne une substance réglementée capable de dégager, ou à partir de laquelle on peut obtenir, de l'énergie atomique par fission nucléaire.
16. « **champignon** » comprend toute forme ou tout type de moisissures, levures ou champignons, allergènes ou non, pathogènes ou toxigènes, et toute substance, vapeur ou gaz produit ou libéré par des « champignons » ou des « spores », ou par les mycotoxines, allergènes ou pathogènes, qui en résultent.
17. « **incendie** » désigne un feu qui devient incontrôlable ou qui s'étend au-delà des limites prévues.
18. « **bien défectueux** » désigne un bien matériel, autre que « votre produit » ou « votre travail », qui ne peut pas être utilisé ou qui a perdu de son utilité pour les raisons suivantes :
- a. il intègre « votre produit » ou « vos travaux » que l'on sait ou que l'on croit être défectueux, déficients, inadéquats ou dangereux; ou
  - b. vous avez omis de satisfaire aux conditions d'un contrat ou d'une entente;
- si ce bien peut être remis en état par :
- (1) la réparation, le remplacement, l'ajustement ou la suppression de « votre produit » ou de « vos travaux »; ou
  - (2) votre conformité aux conditions du contrat ou de l'entente.
19. « **dommages corporels en raison d'une faute médicale** » désigne les « dommages corporels » découlant de la fourniture des services suivants ou de l'omission de fournir les services suivants :
- a. services ou soins médicaux, chirurgicaux, dentaires, radiographiques ou infirmiers, ou fourniture d'aliments ou de boissons dans le cadre de ces services ou soins; ou
  - b. la fourniture ou la distribution de médicaments et de fournitures ou d'appareils médicaux, dentaires ou chirurgicaux; causant des « lésions corporelles en raison d'une faute médicale », par un assuré ou un indemnisé qui ne travaille pas dans le domaine ou n'exerce pas la profession lui permettant de fournir les services décrits aux paragraphes **a.** et **b.** ci-dessus.
20. « **contrat assuré** » désigne :
- a. un contrat pour la location de lieux. Cependant, la partie d'un contrat de location de lieux qui indemnise une personne ou un organisme pour un sinistre sur les lieux loués ou occupés temporairement par vous avec la permission du propriétaire n'est pas un « contrat assuré »;
  - b. une entente de voie de desserte;
  - c. une servitude ou licence conventionnelle relative à un passage à niveau privé au niveau du sol pour véhicules ou piétons;
  - d. toute autre entente de servitude;
  - e. une obligation, par ordonnance ou règlement, d'indemniser une municipalité, sauf dans le cadre de travaux effectués pour une municipalité;
  - f. un contrat d'entretien d'ascenseur;
  - g. la partie de tout autre contrat ou de toute autre entente se rapportant à votre entreprise (y compris l'indemnisation d'une municipalité dans le cadre de travaux effectués pour cette dernière) en vertu de laquelle vous assumez la responsabilité délictuelle d'une autre partie quant au versement de « dommages-intérêts compensatoires » en raison de « dommages corporels » ou « dommages matériels » causés à une tierce personne ou à un organisme tiers, en



tout ou en partie, par vous ou par des personnes agissant en votre nom. La responsabilité délictuelle est une responsabilité imposée par la loi en l'absence d'un contrat ou d'une entente.

La disposition **g.** ne comprend pas la partie d'un contrat ou d'une entente :

- (1) qui indemnise un architecte, un ingénieur ou un arpenteur pour une blessure ou un dommage découlant de :
  - (a) la préparation ou l'approbation, ou l'omission de préparer et d'approuver, ce qui suit :
    - (i) cartes, plans, avis, rapports, enquêtes, directives de chantier, demandes de modification; ou
    - (ii) dessins et spécifications; ou
  - (b) la communication de directives ou d'instructions, ou de l'omission de le faire, s'il s'agit de la principale cause de la blessure ou du dommage; ou
- (2) en vertu de laquelle vous, si vous ou l'un de vos employés êtes architecte, ingénieur ou arpenteur-géomètre, assumez la responsabilité à l'égard d'une blessure ou d'un dommage découlant de la fourniture de vos « services professionnels », ou de l'omission de fournir ces services, y compris ceux énumérés au paragraphe (1) ci-dessus et les activités de surveillance, d'inspection, d'architecture ou d'ingénierie.

**21. « travailleur contractuel »** désigne une personne dont les services vous sont loués par une société de personnel au titre d'un accord entre vous et cette société, pour effectuer des tâches liées à la conduite de votre entreprise. Les « travailleurs contractuels » ne comprennent pas les « travailleurs temporaires ».

**22. « chargement ou déchargement »** désigne la manipulation de biens :

- a. après les avoir déplacés de l'endroit où ils ont été reçus pour les mettre dans ou sur un aéronef, une embarcation ou une « automobile »;
- b. pendant qu'ils se trouvent sur ou dans un aéronef, une embarcation ou une « automobile »; ou
- c. pendant qu'ils sont retirés d'un aéronef, d'une embarcation ou d'une « automobile » pour être placés dans leur lieu de livraison finale;

toutefois, « chargement et déchargement » ne comprend pas le déplacement de biens au moyen d'un dispositif mécanique autre qu'un chariot manuel, qui n'est pas fixé à l'aéronef, à l'embarcation ou à l'« automobile ».

**23. « risque nucléaire »** désigne les propriétés radioactives, toxiques, explosives ou autres propriétés dangereuses des « matières radioactives ».

**24. « installation nucléaire »** désigne :

- a. tout appareil utilisé ou conçu pour supporter la fission nucléaire dans une réaction en chaîne autoportante ou contenir une masse critique de plutonium, de thorium et d'uranium, ou d'un ou plusieurs de ces produits;
- b. tout équipement ou dispositif conçu ou utilisé pour :
  - (1) la séparation des isotopes du plutonium, du thorium et de l'uranium, ou d'un ou plusieurs de ces éléments; ou
  - (2) le traitement ou l'emballage de déchets radioactifs;
- c. tout équipement ou dispositif utilisé pour le traitement, la fabrication ou l'alliage du plutonium, du thorium ou de l'uranium enrichi en isotope uranium 233 ou en isotope uranium 235, ou une ou plusieurs de ces matières, si, à tout moment, le total de ces matières sous la garde de l'assuré sur les lieux où se trouve un tel équipement ou appareil sont constitués ou contiennent plus de 25 grammes de plutonium ou d'uranium 233, ou toute combinaison de ces matières, ou plus de 250 grammes d'uranium 235;
- d. structure, cuve, excavation, lieu ou endroit préparé ou utilisé pour le stockage ou l'élimination des déchets de « matières radioactives »;

comprend également le terrain sur lequel se trouve ce qui précède, ainsi que toutes les activités qui ont cours sur celui-ci et tous les lieux utilisés pour de telles activités.

**25. « incident »** désigne un accident, y compris l'exposition continue ou répétée à des conditions nocives générales et sensiblement identiques.

**26. « préjudices personnels et préjudices découlant de la publicité »** désigne les préjudices, y compris les « dommages corporels » indirects, résultant d'une ou plusieurs des infractions suivantes :

- a. une arrestation, une détention ou un emprisonnement illégaux;
- b. une poursuite abusive;
- c. l'expulsion ou l'entrée injustifiées, ou l'invasion du droit d'occupation privée d'une pièce, d'un logement ou de locaux occupés par une personne, effectuées par ou au nom de leur propriétaire ou de leur bailleur;
- d. la communication orale ou écrite, sous toutes ses formes, de renseignements qui constituent la diffamation d'une personne ou d'un organisme ou le dénigrement des biens, des produits ou des services d'une personne ou d'un organisme;
- e. la communication orale ou écrite, sous toutes ses formes, de renseignements violant le droit à la vie privée d'une personne;
- f. l'utilisation de l'idée publicitaire d'un tiers dans votre « publicité »; ou
- g. la contrefaçon des droits d'auteur, de la présentation commerciale ou du slogan d'autrui dans votre « publicité ».

**27. « polluants »** désigne tout irritant ou contaminant solide, liquide, gazeux ou thermique, y compris la fumée, la vapeur, la suie, les émanations, les acides, les alcalis, les produits chimiques et les déchets. Les déchets comprennent les matériaux à être recyclés, remis à neuf ou récupérés.

**28. « responsabilité civile produits et travaux terminés » :**

- a. comprend tous les « dommages corporels » et « dommages matériels » survenant hors des lieux dont vous êtes le propriétaire ou le locataire et découlant de « vos produits » ou de « vos travaux », sauf :
  - (1) les produits qui sont encore en votre possession physique; ou
  - (2) les travaux inachevés ou abandonnés. Toutefois, « vos travaux » seront réputés être achevés à la première des



éventualités suivantes :

- (a) tous les travaux prévus à votre contrat sont achevés;
- (b) tous les travaux à réaliser sur le chantier sont achevés, si votre contrat prévoit des travaux sur plus d'un chantier;
- (c) la partie des travaux réalisée sur le chantier est mise en usage comme prévu par une personne ou un organisme autre qu'un entrepreneur ou sous-traitant travaillant au même projet.

Les travaux qui pourraient exiger des services, de l'entretien, de la maintenance, des corrections, des réparations ou des remplacements, mais qui sont par ailleurs achevés, seront traités comme des travaux achevés.

- b. sont exclus, les « dommages corporels » ou « dommages matériels » découlant :

- (1) du transport des biens, à moins que la blessure ou le dommage découlent de l'état d'un véhicule dont vous n'êtes ni le propriétaire ni l'exploitant, et que cet état a été provoqué par le « chargement et déchargement » de ce véhicule par un assuré; ou
- (2) de l'existence d'outils et d'équipement non installés ou de matériaux abandonnés ou inutilisés.

**29. « services professionnels »** comprend :

- a. les services ou soins médicaux, chirurgicaux, dentaires, infirmiers, les services d'examen radiographique, ou la fourniture d'aliments ou de boissons dans le cadre de ces services ou soins;
- b. les services ou traitements de santé professionnels;
- c. les services professionnels d'un pharmacien;
- d. la fourniture ou la distribution de médicaments et de fournitures ou d'appareils médicaux, dentaires ou chirurgicaux;
- e. la manipulation ou le traitement du corps d'une personne décédée, y compris les autopsies, les dons d'organes ou d'autres procédures;
- f. services ou traitements de rajeunissement, de perçage corporel, d'épilation, de massage, de physiothérapie, de podologie, d'aide à l'audition, d'optométrie ou d'optique;
- g. la préparation ou l'approbation de cartes, de plans, d'avis, de rapports, d'enquêtes, de directives de chantier, de demandes de modification, de dessins ou de spécifications;
- h. les services de surveillance, d'inspection, d'architecture, de conception ou d'ingénierie;
- i. les activités ou les conseils professionnels d'un comptable, d'un publicitaire, d'un notaire (au Québec), d'un notaire public, d'un parajuriste, d'un avocat, d'un courtier ou d'un agent immobilier, d'un courtier ou représentant d'assurance, d'un agent de voyage, d'une institution financière ou d'un consultant;
- j. les services de consultation, services-conseils ou services de programmation ou de reprogrammation informatiques, ou les services connexes; ou
- k. les services de demande de règlement, d'enquête, d'ajustement, d'évaluation, d'arpentage ou de vérification.

**30. « dommages matériels »** désigne :

- a. tout préjudice matériel causé à des biens matériels, y compris la perte de jouissance qui en résulte. Une telle perte de jouissance est réputée survenir au moment du préjudice matériel qui l'a causée; ou
- b. la perte de jouissance de biens matériels qui n'ont pas subi de préjudice matériel. Une telle perte de jouissance est réputée survenir au moment de l'« incident » qui l'a causée.

Aux fins de la présente assurance, les données électroniques ne sont pas des biens matériels.

**31. « matière radioactive »** désigne uranium, thorium, plutonium, neptunium et leurs dérivés et composés respectifs, isotopes et autres éléments radioactifs, ainsi que toute autre substance pouvant être désignée par une loi ou un règlement sur la responsabilité nucléaire, ou toute loi modifiant une telle loi ou un tel règlement, comme étant des substances réglementées capables de dégager de l'énergie atomique, ou comme étant requises pour la production, l'utilisation ou l'application de l'énergie atomique.

**32. « spores »** comprend toute particule ou tout fragment microscopique reproductif produit, mis ou libérés par des « champignons ».

**33. « travailleur temporaire »** désigne une personne qui vous est envoyée pour remplacer un « membre du personnel » permanent en congé ou pour répondre à des conditions de charge de travail saisonnières ou à court terme.

**34. « terrorisme »** désigne un acte illégal et idéologiquement motivé, y compris le recours ou la menace de recourir à la violence ou à la force, commis par ou au nom de tout groupe, organisme ou gouvernement dans le but d'influencer un gouvernement ou de semer la peur au sein de la population ou d'une partie de la population.

**35. « bénévole »** désigne une personne qui n'est pas un « membre du personnel » et qui fait don de son travail, agissant sous votre direction et dans le cadre des tâches que vous lui confiez, sans recevoir de commission, de salaire ou autre rémunération de votre part, ni de quiconque, pour le travail effectué.

**36. « votre produit »**

- a. Désigne :

- (1) les marchandises ou produits, autres que des biens immobiliers, fabriqués, vendus, manipulés, distribués ou éliminés par :
  - (a) vous;
  - (b) des tiers qui en font le commerce en votre nom; ou
  - (c) une personne ou un organisme dont vous avez acquis l'entreprise ou les actifs; et
- (2) les conteneurs (autre que des véhicules), matériaux, pièces ou équipement fournis en lien avec ces marchandises ou produits.

- b. Comprend :

- (1) les garanties ou déclarations faites à tout moment à l'égard du caractère approprié, de la qualité, de la



durabilité, de la performance ou de l'utilisation de « votre produit »; et

(2) la communication de mises en garde ou de directives relatives à votre produit, ou l'omission de le faire.

c. « votre produit » ne comprend pas les distributeurs automatiques ni les autres biens loués ou installés à l'usage d'autrui, mais non vendus.

**37. « vos travaux »**

a. Désigne :

(1) les travaux ou activités effectués par vous ou en votre nom; et

(2) les matériaux, pièces ou équipement fournis dans le cadre de ces travaux ou activités.

b. Comprend :

(1) les garanties ou les déclarations faites à tout moment à propos de la capacité, de la qualité, de la résistance, de la performance ou de l'utilisation de ces travaux et de ces activités; et

(2) la communication de mises en garde ou de directives relatives à ces travaux, ou l'omission de le faire.